CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 74.978/4
du 22 janvier 2024

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation à un bien classé'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 74.978/4
van 22 januari 2024

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed'

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

Le 27 novembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis dans un délai de soixante jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation à un bien classé'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 22 janvier 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 janvier 2024.

*

Op 27 november 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 januari 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 januari 2024.

*

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet organise un régime de subventions.

Or, dans la mesure où les bénéficiaires peuvent être des entreprises, tout financement public remplissant les critères énoncés à l'article 107, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après « TFUE ») constitue une aide d'État et doit être notifié à la Commission en vertu de l'article 108, paragraphe 3, du TFUE.

Toutefois, en vertu de l'article 109 du TFUE, le Conseil peut déterminer les catégories d'aides qui sont dispensées de cette obligation de notification. Conformément à l'article 108, paragraphe 4, du TFUE, la Commission peut adopter des règlements concernant ces catégories d'aides d'État. Il en va ainsi du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 'relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*' et du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 'déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité', ce dernier s'appliquant notamment aux « aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine » (chapitre III, section 11 du règlement) dans la mesure où les conditions fixées par le règlement sont remplies.

Les régimes de subvention prévus par le texte en projet ne permettent pas de déterminer le montant des aides octroyées, ni leur montant maximal.

Par conséquent, il n'est pas possible de déterminer si, dans toutes les hypothèses, ces aides remplissent effectivement les conditions d'exemption prévues par les règlements européens [1].

Il n'apparait pas du dossier communiqué à la section de législation que l'arrêté en projet a été notifié à la Commission européenne.

Il convient de procéder à cette notification.

[1] Voir notamment les conditions prévues par l'article 53, paragraphes 7 et 8, du règlement (UE) n° 651/2014.

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

2. L'article 7 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire dispose :

« II est créé une Commission régionale de développement, ci-après désignée 'la Commission régionale'.

Le Gouvernement sollicite l'avis de la Commission régionale sur les avant-projets d'ordonnance ainsi que sur les projets d'arrêtés relatifs aux matières visées au présent Code ayant une incidence notable sur le développement de la Région. La Commission régionale remet son avis dans les trente jours de la réception de la demande ».

Il ne ressort pas du dossier que l'avis de la Commission a été demandé, ni que l'arrêté en projet serait dépourvu d'incidence notable sur le développement de la Région. À défaut pour les auteurs du projet d'être en mesure d'établir que le projet serait dépourvu d'une telle incidence, l'avis de la Commission sera demandé.

3. L'arrêté en projet implique des traitements de données à caractère personnel.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Il ressort du dossier communiqué à la section de législation que l'avis de l'Autorité de protection des données a été demandé.

Le délégué du Ministre a indiqué que l'avis n'avait pas encore été reçu.

Il sera veillé à l'accomplissement de la formalité requise.

4. Si l'accomplissement des formalités requises devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

OBSERVATION GÉNÉRALE

Aucune disposition du projet ne règle, en particulier en termes de procédure et de taux de subvention, la situation dans laquelle plusieurs personnes, spécialement le titulaire de droit réel, d'une part, et le concessionnaire ou locataire ou assimilé, d'autre part, introduiraient tous deux, concomitamment, une demande de subvention.

Le texte en projet n'envisage pas cette hypothèse, qui ne peut être exclue.

Sur ce point, dès lors que, quand un permis d'urbanisme est requis, l'obtention de ce permis conditionne la subvention, la section de législation se demande s'il n'y a pas lieu de prendre en outre en considération, pour déterminer le bénéficiaire de la subvention, la personne qui est le titulaire du permis d'urbanisme [2].

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1er sera rédigé comme suit :

« Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, l'article 240, § 1er, modifié par les ordonnances du 14 mai 2009 et du 15 mars 2015, et l'article 241, modifié par l'ordonnance du 14 mai 2009 ; »

2. L'alinéa 7 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 74.978/4 du Conseil d'État donné le 22 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » [3].

[2] Voir dans un sens similaire, les observations générales 2.2 et 2.3 formulées dans l'avis 56.045/4 donné le 12 mai 2014 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mai 2014 'fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation à un bien classé'.

[3] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

‡LW-DABYMADAA-HEHIQW‡

DISPOSITIF

Article 1er

La définition au 8° est rédigée comme suit :

« revenus : le produit de l'addition des revenus imposables globalement du ménage.

Sont également pris en compte, les revenus des personnes visées à l'article 4 du Code des impôts sur les revenus 1992 qui ne sont pas assujetties à l'impôt des personnes physiques en Belgique.

Les revenus pris en compte sont ceux qui figurent au dernier avertissement extrait de rôle disponible, par personne visée à l'alinéa précédent, au moment de l'introduction de la demande, ou, à défaut d'un tel avertissement extrait de rôle ou d'un avertissement-extrait de rôle ne permettant pas d'établir le montant réel des revenus, par une attestation fiscale équivalente ».

La question se pose de savoir si la définition des revenus pris en compte vaut tant pour les « ménages » que pour les personnes visées à l'article 4 du Code des impôts sur les revenus 1992 qui ne sont pas assujetties à l'impôt des personnes physiques en Belgique.

Par ailleurs, et en tout état de cause, la question se pose de savoir ce qu'il faut entendre par « attestation fiscale équivalente ».

La disposition sera revue aux fins de préciser ces deux points.

2.1. À l'article 2, 3°, la question se pose de savoir ce que recouvre la notion de personne « assimilée au locataire ».

Cette notion doit être définie dans le respect du principe d'égalité.

L'article 1er sera complété en conséquence.

2.2. La version néerlandaise de l'article 2, 3°, sera complétée.

Article 6

1. Au paragraphe 1er, 4°, il convient de viser l'article 12, § 1er, 6°, et non l'article 12, § 1er, 7°. De même, au paragraphe 4, 2°, il convient de viser l'article 12, § 1er, 7°, et non l'article 12, § 1er, 8°.

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

2. Au paragraphe 3, alinéa 2, troisième tiret, il est fait état d'« études, actes ou travaux dûment autorisés, complémentaires à des études, actes ou travaux qui ont fait l'objet d'une précédente demande de subvention et qui ne peuvent être exécutés par un autre entrepreneur/prestataire sans inconvénient majeur ».

La question se pose de savoir quelle est la portée des termes « dûment autorisés ». Si l'intention est de viser par cette expression les travaux pour lesquels le permis d'urbanisme éventuellement requis a été délivré, le texte sera revu de manière à le préciser [4].

3. Il convient de compléter le paragraphe 4, 1°, pour y faire mention de l'« attestation fiscale équivalente », mentionnée à l'article 1er, 8°.

Article 8

1. Selon l'article 6, § 3, 1°, du projet, lorsque la législation sur les marchés publics s'applique, la demande de subvention doit contenir :

– le cahier spécial des charges détaillé ;

– le métré estimatif ;

– l'offre retenue et le rapport d'analyse des offres, lorsqu'il est établi ;

– la décision d'attribution et les documents actualisés à cette date.

Dès lors, la section de législation n'aperçoit pas pour quel motif l'article 8, § 1er, alinéa 1er, du projet prévoit que « l'autorité subsidiante statue sur l'octroi de la subvention, dans les trois mois de l'envoi d'accusé de réception de dossier complet ou de la communication par le bénéficiaire de la décision d'attribution ou de la confirmation de commande et de la date de mise en œuvre des études ou travaux subventionnés ».

Le projet sera revu afin de clarifier ce point.

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, n'a d'autre objet que de rappeler une règle résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Un tel rappel est inutile. Le rappel, par un arrêté d'une entité fédérée, de l'obligation de respecter une règle résultant d'une législation de compétence fédérale présente aussi l'inconvénient d'être susceptible d'induire en erreur sur la nature juridique exacte de la règle en question.

[4] En un sens similaire, voir l'avis 46.930/4 donné le 8 juillet 2009 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation à un bien classé », ainsi que l'avis 56.045/4 donné le 12 mai 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mai 2014 'fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation à un bien classé'.

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

Par ailleurs, dès lors que cet alinéa ne vise que l'arrêté de refus total ou partiel de la subvention, il pourrait être compris, à contrario, comme autorisant que les décisions d'octroi d'une subvention ne soient pas motivées. Or, ces décisions sont elles aussi soumises à la loi du 29 juillet 1991.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 sera donc omis.

Article 9

Au paragraphe 5, l'auteur du projet doit être en mesure d'expliquer pourquoi la subvention visée dans cette disposition est réservée au seul propriétaire et non pas aux autres bénéficiaires, en particulier les autres titulaires d'un droit réel.

La disposition sera réexaminée et, le cas échéant, complétée.

Article 11

Au paragraphe 3, 1°, il convient de viser l'article 12, § 1er, 8°, et non l'article 12, § 1er, 9°.

De même au paragraphe 4, alinéa 2, il convient de viser l'article 12, § 1er, 7°, et non l'article 12, § 1er, 8°.

Article 12

1. La phrase introductive sera intégrée dans la subdivision de la disposition en paragraphes si cette subdivision est maintenue.

2. Au paragraphe 3, 2°, il convient de mentionner les « actes et travaux » et non pas uniquement les « travaux ».

Article 14

Concernant l'article 14, la note aux membres du Gouvernement mentionne :

> « Les causes de remboursement prévues dans l'arrêté actuel ne sont pas reprises. En pratique elles n'ont jamais pu être appliquées.
>
> La proposition se veut plus générale et conforme aux principes généraux des articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ».

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

Il n'y a pas lieu de rappeler des règles qui résultent déjà des articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 'portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle', au surplus, en limitant ce rappel à certaines hypothèses prévues par ces dispositions législatives : ainsi, l'article 14 du projet ne fait pas mention de l'obligation imposée au bénéficiaire de la subvention par l'article 94 de la même ordonnance, de rembourser la subvention sans délai s'il met un obstacle au contrôle prévu à l'article 93 de l'ordonnance.

Par ailleurs, la disposition à l'examen confère un pouvoir d'appréciation au ministre, contraire à l'article 94 de l'ordonnance.

En conclusion, mieux vaut remplacer la disposition à l'examen par une délégation au ministre, lui attribuant le pouvoir de prendre les mesures requises pour l'exécution des articles 92 à 95 de l'ordonnance du 23 février 2006. Dans ce cas, le préambule sera complété par la mention de l'article 20 de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Région de Bruxelles-capitale par l'article 8, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises'.

*

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Bij het ontwerp wordt een subsidieregeling opgezet.

Voor zover de begunstigden ondernemingen kunnen zijn, is elke overheidsfinanciering die aan de criteria voldoet die in artikel 107, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna: "VWEU") worden genoemd, echter staatssteun, die krachtens artikel 108, lid 3, van het VWEU aan de Commissie moet worden meegedeeld.

Krachtens artikel 109 van het VWEU kan de Raad evenwel bepalen welke soorten van steunmaatregelen worden vrijgesteld van die verplichte kennisgeving. Overeenkomstig artikel 108, lid 4, van het VWEU kan de Commissie verordeningen betreffende die soorten van staatssteun vaststellen. Verordening (EU) 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 'betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun' is zo'n verordening, net als verordening (EU) 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 'waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard'. Die laatstgenoemde verordening is onder meer van toepassing op "steun voor cultuur en instandhouding van het erfgoed" (hoofdstuk III, deel 11, van de verordening), in zoverre aan de voorwaarden van de verordening wordt voldaan.

Aan de hand van de subsidieregelingen die de ontwerptekst opzet, valt niet te bepalen wat het bedrag van de toegekende steun is, noch hoeveel die steun maximaal bedraagt.

Bijgevolg is het niet mogelijk te bepalen of die steun in alle gevallen effectief beantwoordt aan de vrijstellingsvoorwaarden die in de Europese verordeningen zijn bepaald.[1]

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is meegedeeld, blijkt niet dat het ontworpen besluit is meegedeeld aan de Europese Commissie.

Die mededeling dient te worden gedaan.

[1] Zie met name de voorwaarden vastgesteld in artikel 53, leden 7 en 8, van verordening (EU) 651/2014.

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

2. Artikel 7 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening bepaalt:

> "Er wordt een Gewestelijke Ontwikkelingscommissie opgericht, hierna de 'Gewestelijke Commissie' genoemd.
>
> De Regering vraagt het advies van de Gewestelijke Commissie betreffende de voorontwerpen van ordonnantie en de ontwerpbesluiten die betrekking hebben op de aangelegenheden bedoeld in dit Wetboek die een aanzienlijke impact hebben op de ontwikkeling van het Gewest. De Gewestelijke Commissie brengt haar advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag."

Uit het dossier blijkt niet dat om het advies van de Commissie is verzocht, noch dat het ontworpen besluit geen aanzienlijke impact zou hebben op de ontwikkeling van het gewest. Als de stellers van het ontwerp niet kunnen hardmaken dat het ontwerp geen dergelijke weerslag zou hebben, moeten ze om het advies van de Commissie verzoeken.

3. Het ontworpen besluit impliceert dat persoonsgegevens worden verwerkt.

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)' (hierna: "de AVG"), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens', schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit', moet worden geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is meegedeeld, blijkt dat het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit is aangevraagd.

De gemachtigde van de minister heeft aangegeven dat het advies nog niet is ontvangen.

Er moet op worden toegezien dat dit verplichte voorafgaande vormvereiste wordt vervuld.

4. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van de verplichte vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerp bevat geen enkele bepaling die de situatie regelt, in het bijzonder qua procedure en subsidiepercentage, waarin meerdere personen, in het bijzonder enerzijds de houder van een zakelijk recht en anderzijds de concessiehouder of huurder of gelijkgestelde, tegelijkertijd een subsidieaanvraag zouden indienen.

De ontworpen tekst neemt een dergelijk geval, dat niet uit te sluiten valt, niet in aanmerking.

In dat opzicht stelt de afdeling Wetgeving zich de volgende vraag: indien een stedenbouwkundige vergunning vereist is en het verkrijgen van die vergunning een voorwaarde is om de subsidie te verkrijgen, moet dan ook niet de houder van de stedenbouwkundige vergunning in aanmerking worden genomen bij het bepalen van de begunstigde van de subsidie?[2]

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid moet worden gesteld als volgt:

"Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, artikel 240, §1, gewijzigd bij de ordonnantie van 14 mei 2009 en bij de ordonnantie van 15 maart 2015, en artikel 241, gewijzigd bij de ordonnantie van 14 mei 2009;".

2. Het zevende lid, dat betrekking heeft op het advies van de Raad van State, moet worden gesteld als volgt:

"Gelet op advies 74.978/4 van de Raad van State, gegeven op 22 januari 2024 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;".[3]

[2] Zie in vergelijkbare zin de algemene opmerkingen 2.2 en 2.3 in advies 56.045/4 van 12 mei 2014 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 mei 2014 'tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed'.

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

‡LW-DABYMADAA-HEHIQW‡

DISPOSITIEF

Artikel 1

De definitie in punt 8° luidt als volgt:

"Inkomen: de som van de globaal belastbare inkomens van het gezin. Worden eveneens in aanmerking genomen: de inkomsten van de personen, bedoeld in artikel 4 van het wetboek van inkomstenbelastingen van 1992, die niet aan de personenbelasting zijn onderworpen.

De inkomsten die in aanmerking worden genomen, zijn die welke worden vermeld op het laatst beschikbare aanslagbiljet, per persoon die in het vorige lid wordt bedoeld, op het ogenblik van de indiening van de aanvraag, of, bij het ontbreken van een dergelijk aanslagbiljet of in geval van een aanslagbiljet waaruit de reële inkomsten niet blijken, op een equivalent fiscaal attest;".

De vraag rijst of de in aanmerking genomen definitie van "inkomen" zowel geldt voor "gezinnen" als voor de personen die worden bedoeld in artikel 4 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, die niet onderworpen zijn aan de personenbelasting in België.

Bovendien rijst hoe dan ook de vraag wat moet worden verstaan onder "equivalent fiscaal attest".

De bepaling moet worden herzien zodat die twee punten worden verduidelijkt.

2.1. In artikel 2, 3°, rijst de vraag wat precies wordt bedoeld met een persoon die gelijkgesteld is aan een huurder.

Dat laatstgenoemde begrip moet worden gedefinieerd met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel.

Artikel 1 moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2.2. De Nederlandse tekst van artikel 2, 3°, moet worden aangevuld.

Artikel 6

1. In paragraaf 1, 4°, dient te worden verwezen naar artikel 12, § 1, 6°, in plaats van naar artikel 12, § 1, 7°, net zoals in paragraaf 4, 2°, dient te worden verwezen naar artikel 12, § 1, 7°, in plaats van naar artikel 12, § 1, 8°.

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

2. In paragraaf 3, tweede lid, derde streepje, wordt gewag gemaakt van "naar behoren toegestane studies, handelingen of werken (…) die een aanvulling vormen op studies, handelingen of werken waarvoor eerder een subsidie werd aangevraagd en die niet zonder aanzienlijk ongemak door een andere aannemer/dienstverlener kunnen worden uitgevoerd".

De vraag rijst wat de woorden "naar behoren toegestane" inhouden. Als het de bedoeling is om met die uitdrukking te verwijzen naar werken waarvoor de eventueel vereiste stedenbouwkundige vergunning is afgegeven, moet de tekst worden herzien zodat dat wordt gespecificeerd.[4]

3. Paragraaf 4, 1°, dient te worden aangevuld met de vermelding van het "equivalent fiscaal attest" waarvan in artikel 1, 8°, sprake is.

Artikel 8

1. Luidens artikel 6, § 3, 1°, van het ontwerp moet de subsidieaanvraag de volgende documenten bevatten wanneer de wetgeving inzake overheidsopdrachten van toepassing is:

– het gedetailleerde bestek;

– de meetstaat met kostenraming;

– de geselecteerde offerte en het analyseverslag van de offertes, indien dit werd opgesteld;

– de gunningsbeslissing en de tot die datum bijgewerkte documenten.

De afdeling Wetgeving begrijpt dan ook niet om welke reden artikel 8, § 1, eerste lid, van het ontwerp bepaalt dat de "subsidiërende overheid (…) binnen de drie maanden na de verzending van de bevestiging van ontvangst van het volledig dossier of na de mededeling door de begunstigde van de gunningsbeslissing of de bevestiging van de bestelling en de datum van uitvoering van de gesubsidieerde studies of werken een beslissing [neemt] over de toekenning van de subsidie".

Het ontwerp dient te worden herzien zodat dit punt wordt opgehelderd.

2. Paragraaf 2, tweede lid, doet niets anders dan een regel in herinnering brengen die reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'.

[4] Zie in vergelijkbare zin advies 46.930/4 van 8 juli 2009 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed", alsook advies 56.045/4 van 12 mei 2014 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 mei 2014 'tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed'.

‡LW-DABYMADAA-HEHIQW‡

Een dergelijke memorering is nutteloos. Wanneer een besluit van een deelstaat de naleving voorschrijft van een regel die uit federale wetgeving voortvloeit, heeft dat ook het nadeel dat verwarring kan ontstaan over de precieze juridische aard van de regel in kwestie.

Aangezien het betreffende lid alleen slaat op de beslissing houdende gehele of gedeeltelijke weigering van de subsidie, zou het bovendien kunnen worden opgevat als zouden, *a contrario*, de beslissingen houdende toekenning niet met redenen hoeven te worden omkleed. Die laatstgenoemde beslissingen zijn echter net zo goed onderworpen aan de wet van 29 juli 1991.

Het tweede lid van paragraaf 2 moet dus worden weggelaten.

Artikel 9

Wat paragraaf 5 betreft, moet de steller van het ontwerp kunnen uitleggen waarom de bedoelde subsidie alleen wordt voorbehouden aan de eigenaar en niet aan de andere begunstigden, met name de andere houders van een zakelijk recht.

De bepaling moet herzien en in voorkomend geval worden aangevuld.

Artikel 11

In paragraaf 3, 1°, dient te worden verwezen naar artikel 12, § 1, 8°, in plaats van naar artikel 12, § 1, 9°.

In paragraaf 4, tweede lid, dient evenzo te worden verwezen naar artikel 12, § 1, 7°, in plaats van naar artikel 12, § 1, 8°.

Artikel 12

1. De inleidende zin moet worden opgenomen in de onderverdeling van de bepaling in paragrafen, als die onderverdeling gehandhaafd blijft.

2. In paragraaf 3, 2°, dient melding te worden gemaakt van "handelingen en werken" in plaats van alleen maar "werken".

Artikel 14

In verband met artikel 14 staat in de nota aan de leden van de regering het volgende:

> "De in het huidige besluit voorziene redenen voor terugbetalingen worden niet opnieuw gebruikt. In de praktijk konden ze nooit worden toegepast.
>
> Het voorstel wil algemener zijn en in overeenstemming zijn met de algemene principes van de artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle."

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡

Er is geen reden om regels te memoreren die reeds voortvloeien uit de artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 'houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle', en zo'n memorering mag zich al helemaal niet beperken tot bepaalde gevallen die in die wetgevende bepalingen staan. Zo maakt artikel 14 van het ontwerp bijvoorbeeld geen melding van de verplichting dat de begunstigde van de subsidie, krachtens artikel 94 van dezelfde ordonnantie, de subsidie onmiddellijk terugbetaalt als hij de in artikel 93 bedoelde controle verhindert.

Voorts verleent de voorliggende bepaling een beoordelingsbevoegdheid aan de minister, wat indruist tegen artikel 94 van de ordonnantie.

Samenvattend verdient het aanbeveling de voorliggende bepaling te vervangen door een delegatie aan de minister, waarbij deze de bevoegdheid wordt verleend de maatregelen te nemen die nodig zijn ter uitvoering van de artikelen 92 tot 95 van de ordonnantie van 23 februari 2006. In dat geval moet de aanhef worden aangevuld met een verwijzing naar artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', dat bij artikel 8, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' toepasselijk gemaakt is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER	LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER
Charles-Henri VAN HOVE	Bernard BLERO

‡LW-DABYMADAA-HEJHIQW‡